



Communiqué

Le 28 février 2018, les organisations syndicales ont été reçues par la Députée Mme DEGOIS et son collaborateur parlementaire Mr PETIT lors de son premier déplacement sur un établissement pénitentiaire avec ensuite la visite de la Maison d'arrêt.

Pour Force Ouvrière, cette marque d'intérêt suite à un mouvement social de grande ampleur, a permis de dresser le bilan de la situation locale et d'exprimer le malaise profond des professionnels pénitentiaires. Notre interlocutrice a été très à l'écoute des problématiques locales que sont la surpopulation carcérale, les problèmes d'incarcération de détenus multiples en service de nuit, la gestion des cas psychiatriques, toxicomanes, malades, la multiplicité des ethnies etc.... Nous lui avons aussi fait part des avantages d'avoir un outil de travail à taille humaine dans la gestion des personnes détenues (gestion des conflits, prévention des suicides, connaissance de la population pénale, détection des trafics) mais aussi pour la qualité des conditions de travail des personnels.

La députée a demandé que lui soit transmise la plateforme revendicative de Force Ouvrière non signataire du relevé de conclusion que nous avons jugé insuffisant eu égard aux besoins de sécurité, en moyens humains et reconnaissance statutaire et indemnitaire dont les personnels sont en droit d'attendre.

La députée nous a confirmé qu'il n'était pas question de fermer la cour d'Appel de Chambéry mais que des ajustements étaient à l'étude pour regrouper des services avec peu de dossiers sur d'autres cour d'appel.

Le syndicat Force Ouvrière restera attentif aux conclusions que Madame la Députée pourrait nous faire part suite à sa visite de l'établissement.

Le bureau local **FORCE OUVRIÈRE**,
Chambéry, le 1 mars 2018

FO 1er Syndicat de la Fonction Publique d'Etat

www.fopenitinaire-rhone-alpes-auvergne.fr